

N°1505

du 31
DECEMBRE
2021



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

SUR 20.000 LOGEMENTS ^(P.8)
SOCIAUX À L'HORIZON 2025
Togblékopé et Kpomé pour les
3.000 logements décents en 2022

DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE ^(P.6)

Kpowbié Akaya parmi les 200 Africains de "Choiseul 100 Africa"

LIVRE ^(P.2)

Kangni Alem: "Il faut subventionner le livre!"

COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ^(P.6)

L'ARCEP à la recherche d'un outil de comparaison et de simulation de tarifs

CONTRE LE TERRORISME ^(P.8)

Comment la hiérarchie prend soin des troupes au front au Togo

VOEUX DE FAURE À LA NATION

P.3

Un discours "social",

Fonctionnaires (avance d' 1 mois de salaire), retraités (indemnités de 3 mois de salaire), ménages (mesures sociales importantes)



Le Président Faure E. Gnassingbé

On l'aurait certainement attendu à l'Assemblée nationale pour son discours sur l'Etat de la Nation selon la prescription constitutionnelle. Cependant, la loi lui permet aussi de s'adresser au peuple à travers les vœux de fin d'année en faisant le bilan du parcours annuel et des perspectives pour l'année qui s'ouvre. Voilà qui a été bien fait. Faure Gnassingbé s'est adressé à ses compatriotes ce jeudi 30 décembre 2021 pendant une quinzaine de minutes dans un discours fortement social, ne sommes-nous pas toujours dans le mandat social ! ...

... En réponse au phénomène de la vie chère, le Chef de l'Etat a pris des décisions fortes :

- j'ai instruit le gouvernement d'accorder aux fonctionnaires des secteurs public et parapublic et aux retraités, dès la semaine prochaine, une avance d'un mois de salaire, qui sera remboursable par tranches mensuelles jusqu'en décembre 2022. J'encourage le secteur privé à prendre des mesures similaires.

- Pour les départs à la retraite à partir de 2020, le paiement attendu des indemnités équivalant à trois mois de salaires sera effectué dès ce mois de janvier.

Pour finir, retenons surtout les préceptes que le chef de l'Etat a bien voulu rappeler à ses compatriotes pour le vivre ensemble à savoir: l'assiduité et la persévérance dans l'effort, le courage et la résilience dans l'épreuve, la fraternité et la solidarité en toutes circonstances...

P.4

BUDGET DE L'ÉTAT, 2022

Le contenu

Bonne et Heureuse année 2022

Livres

Kangni Alem : " Il faut subventionner le livre ! "

Dans une longue interview accordée au site Gabon Review, l'écrivain Kangni Alem répond à la question " Quel panorama dresser aujourd'hui de la littérature africaine en général ? ".

Extrait : " J'ai tendance à dire, ces derniers temps, que notre génération a été peut-être la dernière à mettre en avant la littérature africaine en occident. Et qu'il est temps que la littérature africaine revienne en Afrique. Parce que nous avons perdu tous nos lecteurs africains. La tradition littéraire occidentale n'est pas la nôtre. La littérature est devenue un objet trop lointain pour les Africains. Alain Mabanckou c'est une belle réussite de notre génération. Vraiment, une très belle réussite. Mais je ne suis pas certain que lui-même est fier du très peu de lecteurs qu'il a dans son pays le Congo. Autant, il est célébré en France, autant au Congo beaucoup de gens ne le connaissent pas.

Nous avons tous le même problème. Mais, il faut aussi reconnaître que l'appareil de production du livre en Afrique est en panne. Si on doit ramener la littérature en Afrique, il faut tout repenser. Il nous faut de nouvelles maisons d'édition avec le soutien des Etats. Parce que la littérature coûte chère et la production



des livres coûte chère. Pas arriver à harmoniser le prix du livre, mais faire en sorte que le prix du livre soit subventionné parce que quand tu vends un livre au-delà 5000 francs CFA à Lomé, les gens râlent. Les nouveaux lecteurs sont à créer avec les nouveaux appareils de productions que nous devons mettre en place. Le Maghreb, avec l'Algérie, l'avait réussi à une période où l'Etat subventionnait énormément les éditeurs. En Algérie, tu as des livres qui coûtent à peine l'équivalent de deux mille francs CFA. Sans la subvention de l'Etat, on ne peut pas. C'est la

nouvelle frontière, le nouvel enjeu pour la littérature africaine. Elle doit retrouver de nouveaux lecteurs et construire une véritable industrie du livre. Les jeunes auteurs africains, aujourd'hui, n'auront pas forcément la chance que nous avons eue".

Une interview en deux parties dont il finit la seconde partie par une note pleine de pessimisme en ce qui concerne l'avenir : " Chaque fois, je pense à la phrase d'Alimé Césaire : "l'heure de nous-même a sonné" et je souris en disant "ah, le poète a rêvé, mais je ne suis pas certain que notre heure a sonné". Mais, il faut

encore peut-être espérer que l'heure de l'Afrique finira par sonner. Parce que c'est très important que ce continent prenne toute sa place dans le monde. C'est un continent majeur, mais notre point faible reste encore comment construire l'avenir. On est trop dans les schémas du passé. Il faut construire l'avenir. Léguer de nouveaux outils de gouvernance à nos enfants."

Notons que l'écrivain a en projet un livre sur Sylvanus Olympio, le père de l'indépendance du Togo, un livre cher à son cœur.

Kangni Alem est un homme de lettres, écrivain, traducteur et critique littéraire togolais, né à Lomé en 1966. Également dramaturge et metteur en scène, il est diplômé en sémiologie théâtrale et a fondé en 1989 la Compagnie "Atelier Théâtre de Lomé". En 2003, il reçoit le Grand prix littéraire d'Afrique noire, pour son ouvrage, Cola Cola jazz. Il est aussi auteur de plusieurs romans dont Esclaves, grand roman sur l'esclavage transatlantique. Aujourd'hui, il enseigne à l'Université de Lomé et est conseiller et sherpa du chef de l'Etat à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

Cinéma

Spider-Man: No Way Home, troisième meilleur démarrage de tous les temps

Le dernier film Spider-Man a fait un tabac lors de son premier week-end de diffusion, en engrangeant quelque 587,2 millions de dollars au box-office international. Sony Pictures France

Le public du monde entier est pris dans sa toile. Spider-Man: No Way Home, le troisième volet des aventures cinématographiques du super-héros new-yorkais de Marvel, a réalisé une performance monstrueuse en empochant près de 253 millions de dollars de recettes aux États-Unis et au Canada. Soit un total de 587,2 millions à l'international, lors de son week-end d'ouverture, a annoncé dimanche Sony dans un communiqué. Des chiffres qui propulsent le nouveau long métrage de l'Homme Araignée au rang

de troisième meilleur démarrage de l'histoire du cinéma.

Derrière Avengers: Endgame et Avengers: Infinity War, le nouveau film Spider-Man ravit ainsi la place détenue jusqu'alors par Le Réveil de la Force, le premier Star Wars réalisé par J.J. Abrams et sorti en 2015. De tels chiffres font également de Spider-Man: No Way Home le plus tonitruant démarrage de l'histoire de Sony Pictures.

Depuis sa sortie, le film réalisé par Jon Watts - déjà aux manettes des deux précédents volets - a recueilli une critique plutôt favorable, à l'international comme en France. Dans sa critique pour Le Figaro, Olivier Delcroix a ainsi salué un "blockbuster intelligent" : "On retrouve



avec plaisir cette touche d'impertinence qui soufflait dans les premiers Spider-Man

signés Sam Raimi. Le Figaro/L'Union

Liberté d'expression

Vietnam: l'autrice Pham Doan Trang condamnée à 9 ans de prison

L'autrice et editrice Pham Doan Trang, accusée de " fabrication, stockage, diffusion d'informations, de propagande ou de produits qui portent atteinte à la République socialiste du Vietnam ", a été condamnée à 9 années de prison par une Cour d'Hanoi, ce 14 décembre.

D'après les documents fournis par l'accusation le 18 octobre dernier, le gouvernement reproche à Pham Doan Trang la diffusion d'une propagande contre l'Etat. Cette dernière dériverait de trois documents en particulier : deux rapports, l'un portant sur une catastrophe environnementale et l'autre sur la liberté religieuse au Vietnam, et un article sur les droits de l'homme dans le pays.

L'Etat vietnamien sanctionne aussi des interventions de l'autrice auprès de Radio Free Asia et la BBC - qui auraient été destinées à diffuser de fausses informations, évidemment...

Le 29 octobre dernier, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies avait officiellement appelé les autorités vietnamiennes à la libération de Pham Doan Trang. Cette dernière " est la dernière victime de l'utilisation par les autorités d'accusations de propagande vaguement définies pour persécuter des écrivains, des journalistes et des défenseurs des droits humains, criminalisant l'exercice de leur droit à la liberté d'opinion et d'expression, ainsi que le partage d'informations".



Patrimoine / Angleterre

Estimés à 3500 €, deux ouvrages du XVIe siècle à 430 000 €

Considérés comme rares du fait de la présence d'une carte dépliant, élément peu commun à cette époque, les deux ouvrages ne valaient que 3000 £ selon les estimations. Mais au terme d'une vente aux enchères, ils ont été attribués pour la modeste somme de 365.000 £ (420.000 €), soit plus de 120 fois leur valeur.

Écrits par Richard Hakluyt vers 1600 incluent deux mappemondes de 40 x 45 cm, ces livres ont attiré l'attention de nombreux collectionneurs d'ouvrages anciens. La vente aux enchères réalisée à Exeter, dans le Devon : montant entre 3000 et 5000 €.

"Exceptionnellement, la carte du monde pliante était bien présente dans

les livres et que, bien que dans un état délicat, elle n'a pas dissuadé les acheteurs potentiels", indique un porte-parole à la BBC.

Une dizaine d'enchérisseurs s'est présentée lors de la vente de livres anciens chez Beames, Hampton et Littlewood.

Les cartes font état de principales navigations, voyages, trafics et découvertes

de la marine anglaise, mais également par voie terrestre. Et ce, jusqu'aux régions les plus reculées et les plus éloignées de ce qui était connu.

Les œuvres étaient conservées dans la bibliothèque privée d'une famille depuis de nombreuses années - jusqu'à cette mise en vente.

AZIMUTS INFOS

Quel climat fera-t-il sur le supercontinent Aurica dans 250 millions d'années ?

Il y a 300 millions d'années, il n'y avait qu'un seul supercontinent sur Terre appelé Pangée. Or, dans 200 millions d'années, un nouveau supercontinent pourrait se former à la faveur de la tectonique des plaques. À quoi ressemblerait-il et serait-il habitable ? C'est ce qu'ont cherché à savoir des chercheurs de la Nasa et de l'université de Lisbonne.

Il y a 310 millions d'années, les terres émergées de notre Planète étaient regroupées en un supercontinent appelé Pangée. Il y a 180 millions d'années, la Pangée a commencé à se fracturer et la tectonique des plaques a progressivement éloigné puis rapproché certains morceaux pour former les continents tels que nous les connaissons aujourd'hui. Mais que va-t-il se passer si l'on prolonge la tendance ? En 2018, une équipe de chercheurs a prédit qu'un nouveau supercontinent pourrait se former d'ici 200 à 250 millions d'années, sous quatre formes différentes : la Novopangée, où les différentes plaques se regroupent au milieu de l'océan comme à l'origine, la Pangée ultime, où la plaque antarctique se coince entre l'Australie et l'Amérique du Sud pour former une vaste mer intérieure, Aurica, où un nouvel océan se forme à la place de l'Atlantique et du Pacifique, ou Amasie, avec une migration globale de toutes les plaques tectoniques vers le nord, où tous les continents finissent par se rassembler autour du pôle Nord.

Michaël Way du Goddard Institute for Space Studies de la Nasa s'est lancé dans une étude prospective encore plus audacieuse : simuler le climat qui pourrait régner sur ce supercontinent. Dans une étude publiée sur Geochemistry, Geophysics, Geosystems, le chercheur et ses collègues de l'université de Lisbonne ont étudié la topographie, la latitude, l'albédo, la circulation océanique, l'ensoleillement et la durée du jour des deux principales hypothèses, Aurica et Amasie. Durant trois mois, le superordinateur de la Nasa a mouliné des millions de paramètres pour établir des scénarios climatiques les plus réalistes possibles.

Amasie, un supercontinent nettement moins accueillant qu'Aurica. Sur Aurica, on a ainsi un relief relativement plat (entre 1 et 200 mètres d'altitude), sans hautes montagnes comme aujourd'hui. Sur Amasie, les altitudes sont beaucoup plus élevées, et peuvent atteindre 4.000 mètres. Dans le premier scénario, le supercontinent se forme à basse latitude, tandis que dans l'autre, il se forme à de hautes latitudes nord avec un sous-continent antarctique restant au pôle Sud. Le principal facteur de différence de températures, pouvant atteindre plusieurs degrés, est lié à la hauteur topographique : les altitudes plus élevées favorisent les chutes de neige et les albedos supérieurs, ce qui aboutit à un climat globalement plus froid sur Amasie. À l'inverse, la durée d'ensoleillement sur Amasie est supérieure de 2,4 % de celle que l'on trouve sur Aurica et la durée du jour est également allongée de 30 minutes. Ce qui ne suffit pas à compenser les effets précédemment cités.

Simuler le climat d'exoplanètes

De nombreux autres paramètres n'ont toutefois pas été pris en compte et sont susceptibles d'avoir une influence sur le climat : un changement de la composition atmosphérique, la couverture végétale et la modification du cycle du carbone, l'activité volcanique, etc. Mais, avec cet exercice, les chercheurs espèrent aussi pouvoir déterminer le climat d'autres planètes à partir de leurs caractéristiques topographiques et orbitales. Les chercheurs vont également publier prochainement les simulations pour les deux autres scénarios (Novopangée et Pangée ultime).



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Impression
Groupe de presse L'Union

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAWSON
Abel DJOBO

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
Guillaume BOGLA

VŒUX DE FAURE À LA NATION: Un discours "social",

Fonctionnaires (avance d'1 mois de salaire), retraités (indemnités de 3 mois de salaire), ménages (mesures sociales importantes)

On l'aurait certainement attendu à l'Assemblée nationale pour son discours sur l'Etat de la Nation selon la prescription constitutionnelle. Cependant, la loi lui permet aussi de s'adresser au peuple à travers les vœux de fin d'année en faisant le bilan du parcours annuel et des perspectives pour l'année qui s'ouvre. Voilà qui a été bien fait. Faure Gnassingbé s'est adressé à ses compatriotes ce jeudi 30 décembre 2021 pendant une quinzaine de minutes dans un discours fortement social, ne sommes-nous pas toujours dans le mandat social !

On retiendra surtout l'accent mis sur l'extrémisme violent et le terrorisme qui aurait pu endeuiller notre pays n'eut été la vigilance et la réaction prompte de nos forces de sécurité à qui il a rendu un vibrant hommage dans le secteur de Sanloaga dans la préfecture de Kpendjal. «Le terrorisme est notre ennemi commun. Les groupes armés terroristes continueront de tenter diverses approches pour mener des incursions meurtrières dans les pays voisins et chez nous, au Togo», a insisté le Chef de l'Etat. A ce titre, il trouve que la solution «... nous devons rester mobilisés et unis pour apporter une réponse ferme multidimensionnelle à cette guerre asymétrique et sournoise car, nous le savons, le terrorisme prend toujours racine là où les liens sociaux sont distendus par la pauvreté et l'absence de perspectives.» Mieux, «Aussi notre stratégie de lutte contre l'insécurité ambiante continuera-telle d'intégrer, en plus de la réponse militaire qui est nécessaire et indispensable, l'accéléra-

tion de la mise en œuvre d'actions prioritaires de développement qui mettent l'accent sur la réduction des disparités et l'accès aux services sociaux de base pour nos compatriotes les plus exposés, les plus vulnérables.», a-t-il proposé. Pour ce faire, Faure Gnassingbé implore l'implication de tous dans les mécanismes de dialogue communautaire et de justice de proximité.

S'il y a un phénomène qui a véritablement perturbé notre progrès au cours de l'année écoulée, il s'agit bien de la pandémie à coronavirus qui nous tient la gorge depuis mars 2020. Le Chef de l'Etat en a donc fait son fer de lance. Malgré tout, il affirme: «Toutefois, notre volonté de renforcer l'inclusion sociale n'en a pas été ébranlée.» C'est d'ailleurs pourquoi il dit avoir engagé le gouvernement à rester mobilisé pour l'accélération de la mise en œuvre de la feuille de route, tout en continuant de lutter contre la pandémie. Une feuille de route qui tient en compte les services sociaux comme la santé, l'éducation, l'électricité, l'eau, l'emploi des jeunes, etc.

Au plan politique, le discours du Chef de l'Etat n'a pas changé. Pour lui, seul dialogue à travers les concertations est la voie indiquée pour sortir le pays de tout marasme politique dont les conséquences sont souvent néfastes à la cohésion sociale et au développement socio-économique. «Je demeure convaincu que c'est au moyen du dialogue que les solutions les plus pertinentes peuvent être trouvées pour notre pays. Les libertés publiques -individuelles et collectives- sont des conquêtes précieuses qui bali-

rester mobilisés et unis pour apporter une réponse ferme multidimensionnelle à cette guerre asymétrique et sournoise car, nous le savons, le terrorisme prend toujours racine là où les liens sociaux sont distendus par la pauvreté et l'absence de perspectives.

Aussi notre stratégie de lutte contre l'insécurité ambiante continuera-telle d'intégrer, en plus de la réponse militaire qui est nécessaire et indispensable, l'accélération de la mise en œuvre d'actions prioritaires de développement qui mettent l'accent sur la réduction des disparités et l'accès aux services sociaux de base pour nos compatriotes les plus exposés, les plus vulnérables.

C'est dans cette optique qu'un programme spécial de développement pour la région des Savanes est en cours d'exécution avec la participation active des forces armées togolaises.

Je tiens ici à rappeler l'importance de l'implication des femmes et des hommes de toutes nos contrées dans les mécanismes de dialogue communautaire et de justice de proximité.

Seule une action concertée, réunissant population civile et forces de défense et de sécurité, protégera notre pays et nous permettra de poursuivre notre marche vers le développement durable et la prospérité partagée.

Mes chers compatriotes, Togoïses, Togoïses,

Pour la deuxième année consécutive, l'impact de la pandémie à la Covid19 aura marqué la conjoncture en 2021. Toutefois, notre volonté de renforcer l'inclusion sociale n'en a pas été ébranlée.

J'ai donc engagé le gouvernement à rester mobilisé pour l'accélération de la mise en œuvre de la feuille de route, tout en continuant

de lutter contre la pandémie.

Forts de l'expérience tirée de la crise sanitaire, nous avons projeté une hausse modérée du budget 2022 par rapport à l'exercice précédent, tout en maintenant une priorité marquée pour la couverture des besoins sociaux et la transformation structurelle de notre économie.

Dans le domaine de la santé, la construction d'unités de soins périphériques communément appelées les USP dans toutes les régions, de même que la réhabilitation des infrastructures et leur équipement donneront corps, au cours de l'année 2022, au projet « services essentiels de qualité pour une couverture sanitaire universelle ».

Dans le secteur de l'éducation et de la formation, d'importants investissements seront mobilisés pour la construction de plus de cinq mille (5000) salles de classes en 2022 et l'ouverture de nouveaux instituts de formation en alternance pour le développement (IFAD).

La desserte en électricité et en eau potable sera renforcée avec notamment le démarrage effectif du fonds « électricité pour tous » et l'achèvement des projets d'adduction en cours de réalisation, pour toucher plus de deux millions de personnes.

Dans notre quête de la prospérité pour tous, nous viserons une reprise stimulée par les secteurs porteurs et pourvoyeurs d'emplois pour la jeunesse.

L'installation des unités de manufacture et de transformation sera encouragée, sur le modèle de la plateforme industrielle d'Adécopé qui vise la création de trente-cinq mille (35 000) emplois directs et indirects.

Mes chers compatriotes,

Notre capacité à retourner progressivement à une vie normale dépend de nos efforts individuels

et collectifs. Le gouvernement continuera de prendre les mesures appropriées pour préserver notre pays d'une propagation incontrôlée de la pandémie.

Je rends hommage au corps de la santé dans son ensemble. Ces femmes et ces hommes qui, depuis la survenue de la crise sanitaire, sont en première ligne pour sauver des vies.

J'exprime mon appréciation à la communauté scientifique qui n'a eu de cesse de tout tenter pour mieux cerner et combattre le virus, ses variants et les vagues de contamination.

Je remercie nos partenaires pour leur accompagnement constant.

Eu égard au risque d'élévation de la courbe des contaminations au lendemain des fêtes de fin d'année, nous avons entrepris, il y a quelques semaines, d'accélérer la campagne de vaccination.

Je veux saluer l'adhésion des populations qui ont perçu l'importance de la vaccination dans la lutte contre la pandémie. Ainsi, 850.000 personnes ont été vaccinées durant les deux quinzaines de la phase accélérée portant le nombre total de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin à près d'un million quatre cent mille



Le Président Faure E. Gnassingbé

et collectifs. Le gouvernement continuera de prendre les mesures appropriées pour préserver notre pays d'une propagation incontrôlée de la pandémie.

Je rends hommage au corps de la santé dans son ensemble. Ces femmes et ces hommes qui, depuis la survenue de la crise sanitaire, sont en première ligne pour sauver des vies.

J'exprime mon appréciation à la communauté scientifique qui n'a eu de cesse de tout tenter pour mieux cerner et combattre le virus, ses variants et les vagues de contamination.

Je remercie nos partenaires pour leur accompagnement constant.

Eu égard au risque d'élévation de la courbe des contaminations au lendemain des fêtes de fin d'année, nous avons entrepris, il y a quelques semaines, d'accélérer la campagne de vaccination.

Je veux saluer l'adhésion des populations qui ont perçu l'importance de la vaccination dans la lutte contre la pandémie. Ainsi, 850.000 personnes ont été vaccinées durant les deux quinzaines de la phase accélérée portant le nombre total de personnes ayant reçu au moins une dose de vaccin à près d'un million quatre cent mille

(1.400.000).

L'administration d'une dose de rappel a également été initiée récemment. A ce jour, la pandémie est marquée par l'apparition de nouveaux variants extrêmement contagieux.

C'est pourquoi je lance un appel au sens de responsabilité de tous, aussi bien les non-vaccinés que les personnes éligibles à la dose de rappel, afin que la vaccination atteigne ses objectifs.

Mes chers compatriotes,

En 2021 s'est tenue une concertation nationale des acteurs politiques, dont les conclusions ont esquissé des perspectives favorables à l'approfondissement de nos acquis démocratiques.

Je demeure convaincu que c'est au moyen du dialogue que les solutions les plus pertinentes peuvent être trouvées pour notre pays. Les libertés publiques -individuelles et collectives- sont des conquêtes précieuses qui balisent la voie de la construction de notre nation, et chacun d'entre nous doit en être la sentinelle vigilante.

L'expression de tous les points de vue est légitime mais elle doit s'inscrire dans le respect des limites définies par la loi, faisant prévaloir le civisme et la courtoisie, en

(suite à la page 6)

BUDGET DE L'ETAT, 2022

Revenus de l'Etat, PIB, emploi : l'apport du secteur minier

Late Pater

Il a fallu plus de onze heures de séance aux députés, ce 28 décembre 2021, pour approuver le projet de budget de l'Etat, exercice 2022. Après environ un mois de travaux en commission pour l'étude au fond. Les députés, eux, veulent avoir plus de temps pour une étude plus approfondie à cause de l'étendue de l'information budgétaire à parcourir. Aussi recommandent-ils à l'Exécutif, à l'avenir, de consentir davantage d'efforts pour mettre à disposition un projet de loi de finances, y compris le rapport et annexes explicatives, au plus tard une semaine avant l'ouverture de la session budgétaire.

Dans le présent, en lien avec les programmes et actions budgétaires contenus dans la feuille de route gouvernementale 2020-2025, le budget de l'Etat exercice 2022 s'établit en recettes et dépenses à 1.779.191.684.000 francs Cfa contre 1.702,9 milliards de francs Cfa dans la loi de finances rectificative 2021, soit une hausse de 4,5%. Il consacre aux secteurs sociaux un montant de 507,8 milliards de francs Cfa contre 432,9 milliards de francs Cfa en 2021, en hausse de 17,3%. La part relative aux dépenses sociales dans le budget, exercice 2022, est de 47,4%. Les recettes budgétaires s'établissent à 1.070,9 milliards de francs Cfa contre 915,6 milliards de francs Cfa



Mme Yawa TSEGAN, Présidente du Parlement du Togo

en 2021, soit une hausse de 17%, alors que les dépenses budgétaires passent de 1.219,3 milliards de francs Cfa en 2021 à 1.330 milliards de francs Cfa en 2022, en progression de 9,1%. «Ce budget permettra au gouvernement, la poursuite de la mise en œuvre du mandat social du Chef de l'Etat et l'accélération de l'exécution de sa vision transformatrice de notre pays, exprimée à travers la feuille de route gouvernementale Togo 2020-2025. Par ce vote, vous donnez au gouvernement les moyens de poursuivre efficacement la réalisation des ambitions de cette feuille de route dont près de 61% des projets et réformes ont été

entamés avec succès dans leurs phases de mise en œuvre», se réjouit Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances.

Pour financer les actions prioritaires notamment la santé, l'éducation, les transports, l'économie et la pêche, l'agriculture, l'économie numérique, le commerce, les industries, la justice et les loisirs et sports, la loi de finances 2022 compte sur l'élargissement de l'assiette fiscale, le renforcement des mesures de contrôle et de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales, l'allègement de la charge fiscale, la simplification des procédures fiscales et les ajustements techniques.

Le déficit budgétaire, qui représente 5,1% du PIB, sera entièrement financé par le solde excédentaire des opérations de trésorerie. Ce déficit est en nette amélioration par rapport à 2021 où il s'établissait à 6,5% du PIB, traduisant l'ef-

fort d'une meilleure maîtrise des finances publiques malgré la crise sanitaire du Covid-19.

A la fin, la présidente de l'Assemblée nationale, Yawa Djigbodi Tsègan, ne peut qu'applaudir. «Ce budget reflète avec éloquence la vision du Président de la République, de faire du Togo un pays de vitalité et de performance dans tous les secteurs. Il traduit l'image d'un Etat moderne en pleine croissance. L'Assemblée nationale se réjouit que les secteurs prioritaires tels que la santé, l'éducation et l'économie aient retenu une attention toute particulière du gouvernement. D'autres secteurs notamment l'agriculture, l'économie numérique, les infrastructures font partie des priorités du budget exercice 2022. A la lumière de ces constatations, je voudrais rendre hommage au Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, pour les performances économiques en-

registrées, la stabilité du cadre macroéconomique, les mesures d'assainissement des finances publiques et le climat favorable dans lequel le budget a été élaboré. En effet, cette loi de finances que nous avons adoptée est une loi budgétaire de la résilience et de la confiance en l'avenir. Avec ce budget, l'Etat envoie un message d'espoir à l'ensemble de nos concitoyens. Oui, nous sommes capables de retrouver la trajectoire exigeante et stimulante qui permettra au Togo de franchir une nouvelle étape de son développement durable. Pour parvenir à une optimisation des atouts dont dispose notre pays, la Représentation nationale encourage le Gouvernement à poursuivre les efforts de modernisation de notre pays et d'intensification de l'investissement agricole, véritable catalyseur pour le développement de l'économie verte», a-t-elle déclaré.

Les progrès attendus à la 2^e année du budget-programme

Instrument de planification, de programmation et de gestion budgétaire, le budget-programme sera dans sa deuxième année pleine en 2022. Avant, c'était le budget de moyens. Ce basculement du budget de moyens en budget programme consacre la déconcentration de l'ordonnancement. Il a permis la nomination des contrôleurs financiers délégués auprès des ordonnateurs. Chaque ordonnateur exécute désormais les crédits qui lui sont alloués par le budget de l'Etat. Le ministre de l'économie et des finances, ordonnateur unique des recettes du budget de l'Etat, doit mobiliser les fonds pour la prise en charge des dépenses de l'ensemble des départements ministériels et des organismes publics. Il doit, en retour, veiller à ce que le franc du contribuable togolais soit utilisé à bon escient et conformément à l'orthodoxie des finances publiques. Les contrôleurs financiers nommés constituent l'œil du ministre de l'économie et des finances auprès de ces ordonnateurs. Dans leur rôle de contrôleurs, ils doivent mettre suffisamment l'accent sur l'aspect conseil afin d'accompagner les ordonna-



M. Sani Yaya, Ministre de l'Economie et des Finances

teurs à assurer cette fonction dont ils sont à leur première expérience en 2021 et ainsi améliorer le taux d'exécution des dépenses souhaité par le gouvernement. Il est illusoire de clamer que tout est déjà huilé.

En 2022, ce sera donc la continuité de la mise en œuvre du budget-programme. Des progrès sont alors attendus. Comme l'élaboration des premiers comptes administratifs en mode programme, avec l'effectivité de la déconcentration de l'ordonnancement ; l'élaboration des premiers rapports annuels de performance pour rendre compte des performances enregistrées dans la mise en œuvre des programmes budgétaires au titre de l'exercice 2021 ; l'organisation de la fonction finan-

cière dans les ministères et institutions de la République ; la prise de décrets sur le régime juridique des ordonnateurs délégués et responsables de programme ; la rédaction d'un guide méthodologique sur l'élaboration du document de programmation budgétaire et économique pluriannuel (DPBEP) ; le renforcement des capacités des acteurs sur les différents outils budgétaires élaborés (guide méthodologique pour l'élaboration des budgets programmes, guide d'élaboration des rapports annuels de performance, guide des indicateurs de performance, les canevas d'élaboration des comptes administratifs des ordonnateurs, etc.) ; et le manuel de procédures d'exécution du budget.

Le retour manqué de l'exonération sur les matériels informatiques

En 2017, le gouvernement avait consacré l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des droits de douanes sur l'importation et la vente des terminaux mobiles et équipements informatiques destinés aux consommateurs. La logique était simple par rapport à ces terminaux mobiles et équipements informatiques destinés aux consommateurs : l'exonération entraînerait, en moyenne, un renoncement de 3 milliards de francs Cfa au cordon douanier mais elle entraînerait l'augmentation de l'acquisition et de l'utilisation de ces équipements et, par conséquent, la hausse de la TVA à collecter sur les services fournis par les sociétés de télécommunication. Il s'agit de tous les consommateurs finaux (ménages et entreprises). Le ministère de l'économie numérique notait l'achat des terminaux de moindre qualité à cause des droits de douanes et autres taxes qui sont des obstacles dans l'acquisition des terminaux répondant aux normes et qualités requises. En ce temps, les députés togolais avaient recommandé à l'Exécutif de «plutôt prendre en compte l'exonération exceptionnellement sur une période de 12 mois renouvelable».

Juste un an après, ces mesures fiscales exceptionnelles n'ont plus été reconduites. Quand les députés ont voulu comprendre, il leur a été répondu que «malheureusement, l'application de ces mesures, qui crée un important manque à gagner en recettes au Trésor public, n'a pas atteint son objectif recherché car les investigations menées ont révélé que les prix des biens en question n'ont pas baissé. Ces mesures ne profitent donc pas aux

consommateurs».

Pour cette année 2022, au titre des mesures nouvelles relatives aux recettes du budget de l'Etat, le gouvernement a voulu ramener l'exonération. «L'importation et la vente des matériels informatiques sont exonérées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et du droit de douane (DD) du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022. Les matériels informatiques concernés par cette exonération sont ceux de la position tarifaire 84 71 et de la sous position 84 73 30 00 00», a-t-il écrit dans le projet de loi de finances (article 13). Le montant des dépenses fiscales issu de cet avantage fiscal en faveur de l'importation des matériels informatiques est même projeté en 2022 à 2,5 milliards de francs Cfa. Naturellement, à la commission des finances et du développement économique, les députés de la 6^{ème} législature ont voulu savoir les dispositions prises par le gouvernement pour garantir l'atteinte des objectifs de la reconduction de cette mesure qu'ils saluent. «Dans le cadre de la mise en œuvre de cette disposition, la brigade de contrôle des prix du ministère du com-

merce, de l'industrie et de la promotion de la consommation locale aura un rôle prépondérant à jouer pour s'assurer que les importateurs ne feront pas de la surenchère», a répondu l'Exécutif. Le débat a été mené.

A la fin, il est rapporté que «à l'issue des échanges sur la préoccupation des députés, le gouvernement a introduit un amendement de suppression de l'article». Car, pour la commission, «la facilitation des cours à distance, entre autres, ciblée par l'exonération proposée, peut se faire par le biais d'un transfert aux universités publiques du Togo afin de leur permettre de renforcer leurs capacités en matière d'organisation des cours à distance dans le cadre de la lutte contre le coronavirus». Et suite à la suppression de l'article 13 qui prévoyait l'exonération pour l'année fiscale 2022, la commission a recommandé que le manque à gagner que devrait occasionner cette exonération soit, autant que possible, réintégré dans les prévisions de recettes fiscales de 2022, tout en préservant l'équilibre budgétaire déjà établi.



FOOTBALL/LIGUE DES CHAMPIONS

L'Espérance avec l'Etoile, le WAC contre Zamalek,

Le tirage au sort des groupes de la Ligue des Champions de la CAF TotalEnergies 2021-22 a été effectué mardi au Caire, ouvrant la voie à ce qui devrait être une série de matches palpitants pour être sacré roi du football africain.

Hervé A.

Double tenant du titre, AlAhly hérite d'un groupe A abordable avec comme principal concurrent les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns, qu'il a éliminés en quarts de finale la saison passée. En perte de vitesse ces dernières années, les Soudanais d'Al Hilal et d'Al Merreikh complètent cette poule et permettront aux Egyptiens d'avoir deux courts déplacements au programme. Un atout non négligeable...

"Lorsque vous êtes entraîneur pour une équipe comme Al Ahly, vous êtes constamment sous pression. Nous l'avons gagné deux fois, alors pourquoi pas une troisième fois consécutive ? Ce ne sera pas facile, mais j'ai l'équipe pour ça. Notre groupe est difficile, mais tous les groupes le sont aussi. C'est un tournoi où l'on peut s'attendre à tout. Il y a beaucoup de grosses équipes, et elles sont toutes favorites. Mais notre objectif est de remporter la Ligue des champions pour la 11^e fois", a déclaré Pitso Mosimane - Entraîneur d'Al Ahly.

Avec trois équipes d'Afrique du Nord (l'Espérance Tunis, l'Etoile du Sahel et le CB Bélouzdad), le groupe C opposera aussi des formations assez proches géographiquement malgré la présence de Jwaneng Galaxy (Botswana) comme "intrus". L'Espérance partira clairement favorite face à ses compa-



trioties de l'ESS et face aux Algériens du CRB, qu'elle a éliminés en quarts la saison passée. Ces deux autres clubs du Maghreb devraient se disputer la 2e place même si Jwaneng Galaxy tentera de jouer les trouble-fêtes.

Les deux clubs angolais de Petro Atletico et de GD Sagrada Esperança n'ont pas été vernis en tombant ensemble dans un groupe D promis au Wydad Casablanca et au Zamalek. La poule B

s'annonce en revanche plus homogène : sacré la saison passée en Coupe de la Confédération, le Raja Casablanca aura fort à faire contre l'ambitieux Horoya et son voisin de l'ES Sétif, jamais évident à jouer. Il faudra tout de même se méfier des Sud-Africains d'Amazulu qui ont sorti le TP Mazembe au tour précédent.

"Affronter le Wydad et Zamalek ne sera pas facile. De plus, le match 100% angolais sera tout aussi difficile. Nous

sommes heureux d'être avec Sagrada Esperança dans le même groupe car nous nous connaissons bien, et cela nous évitera un déplacement important. Notre souhait est d'atteindre le prochain tour ensemble car ce serait formidable pour le football angolais", fait observer Joao Silva - Manager de Petro Atletico

Rendez-vous les 11 et 12 février pour la 1^{ère} journée, les 1^{er} et 2 avril pour la 6^e et dernière.

BREVES

Eto'o devrait près de 1 million d'euros au fisc

Le nom du désormais président de la Fécafoot apparaît sur la liste de "débiteurs" auprès des finances publiques, d'après un rapport publié lundi et consulté par l'AFP.

Le nom du désormais président de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot) apparaît sur la liste de "débiteurs" auprès des finances publiques, d'après un rapport publié lundi et consulté par l'AFP. "Eto'o Fils Samuel" doit, selon ce document, 981 598 19 euros au Trésor Public espagnol.

L'ancien buteur des Lions indomptables, 40 ans, qui a notamment joué de 2004 à 2009 au FC Barcelone, a été élu le 11 décembre à la tête de la Fécafoot. En novembre 2016, le parquet espagnol avait requis à son encontre des peines représentant dix ans de prison et une amende de 18 millions d'euros, l'accusant de ne pas avoir payé 3,9 millions d'euros tirés de ses droits à l'image lors de sa période au FC Barcelone.

Contacté par l'AFP, le fisc n'était pas autorisé à donner plus d'informations, notamment sur l'origine de la dette, et ne pouvait pas dire si Samuel Eto'o apparaissait pour la première fois sur cette liste, dont les critères viennent de changer.

Intitulé "liste de débiteurs", le document regroupe des milliers de particuliers et d'entreprises présentant une "dette supérieure à 600 000 euros" auprès du fisc espagnol, un seuil revu à la baisse par rapport à l'ancienne limite d'un million. La liste comporte, par conséquent, davantage de noms, avec un total de plus de 7 200 en 2021 contre environ 3 400 en 2020.

En septembre 2020, Neymar, la star brésilienne du Paris Saint-Germain, était devenu le pire "mauvais payeur" du fisc espagnol avec une dette d'un montant de 34 624 268,60 euros.

Le Trésor public n'avait, là non plus, pas précisé à quoi correspondait cette dette et si elle était liée à son transfert en 2013 au Barça.

La Russie prend position

Sa suspension pour deux ans du mouvement olympique, jusqu'en décembre 2022, n'empêche pas la Russie de rêver en grand. Le président du comité national olympique (ROC), Stanislav Pozdnyakov (photo ci-dessus), a confié à l'agence TASS que la Russie réfléchissait sérieusement à une candidature aux Jeux olympiques. Elle pourrait être portée par la capitale, Moscou.

"L'approche du CIO sur la question de la sélection des villes-hôtes a changé, a expliqué l'ancien escrimeur, champion olympique au sabre individuel à Atlanta en 1996. La réduction des coûts est devenue déterminante. Les dossiers doivent désormais proposer des sites déjà existants. A cet égard, la Russie est très bien placée. Au cours des 10 à 20 dernières années, notre pays a beaucoup progressé quant au nombre et à la qualité des infrastructures sportives, et cela dans presque tous les sports. Aujourd'hui, rares sont les disciplines où nous ne sommes pas très bien équipés".

Stanislav Pozdnyakov n'évoque, à ce stade, aucune édition spécifique pour laquelle Moscou pourrait présenter une candidature. Pour les Jeux d'été, la Russie devra attendre au plus tôt 2036, une édition pour laquelle certains des "déçus" de la dernière campagne, dont l'Inde, l'Indonésie, la Hongrie, voire le Qatar, pourraient à nouveau tenter leur chance. La Russie a accueilli les Jeux olympiques à deux reprises au cours de l'histoire : à Moscou en 1980 pour les Jeux d'été, à Sochi en 2014 pour ceux d'hiver.

Le mandat du Conor de la FIF prolongé

Le mandat du comité de normalisation de la Fédération ivoirienne de football (FIF) a été prorogé au "31 mars au plus tard", a annoncé l'instance chargée du football mondial.

Le bureau de la FIFA en a fait l'annonce dans un courrier envoyé le 21 décembre dernier aux autorités ivoiriennes concernées, selon un communiqué. Il est précisé dans le courrier que le mandat du comité de normalisation de la FIF va se poursuivre jusqu'en mars prochain, ce qui permettra à cet organe d'accomplir toute sa mission.

"L'adoption de nouveaux textes et d'un nouveau code électoral par l'assemblée générale de la FIF, et l'élection d'un nouveau comité exécutif sont les tâches qui restent à exécuter", affirme le communiqué.

La FIFA signale que la décision de proroger le mandat du comité de normalisation tient également compte de la participation des Eléphants de Côte d'Ivoire à la CAN prévue du 9 janvier au 6 février 2022.

Nommé par la FIFA, le 14 janvier dernier, le comité de normalisation dirigé par Dao Gabala Mariam a pour "missions de gérer les affaires courantes, de réviser partiellement les statuts et le code électoral de la FIF, afin de garantir la conformité avec les statuts et les exigences de la FIFA".

Le comité de normalisation est également chargé de "veiller à leur adoption par l'assemblée générale de la FIF, de réviser les statuts de certaines parties prenantes et d'agir en qualité de commission électorale pour l'organisation de l'élection d'un nouveau comité exécutif de la FIF".

L'élection du président de l'instance chargée du football en Côte d'Ivoire a engendré de profondes divergences chez les acteurs de ce sport. Trois personnalités dont Didier Drogba, un ancien capitaine des Eléphants, ont fait acte de candidature pour diriger la FIF.

NIGERIA

Le Nigéria se dote d'un nouvel entraîneur

La Fédération nigérienne de football (NFF) a annoncé la nomination de Jose Peseiro au poste de sélectionneur de l'équipe nationale senior du pays, les Super Eagles.

La nomination qui survient deux semaines avant la CAN TotalEnergies 2021 verra le Portugais devenir le remplaçant permanent de Gernot Rohr après le départ du plus ancien conseiller technique des Super Eagles il y a deux semaines.

Auparavant, Peseiro a déjà dirigé les équipes nationales d'Arabie saoudite et récemment du Venezuela et également au niveau des clubs, a eu de brefs passages avec des clubs portugais - Sporting Lisbonne, Sporting Braga et FC Porto ainsi que le Real Madrid d'Espagne.

Le tacticien de 61 ans jouera tout



d'abord le rôle d'observateur, tandis que l'entraîneur par intérim Augustine Eguavoen mènera l'équipe à la Coupe d'Afrique des Nations TotalEnergies, Cameroun 2021.

Après la CAN 2021, Eguavoen retrouvera son rôle permanent de directeur technique de la NFF pour ouvrir la voie à la prise en charge complète de l'équipe par Peseiro.

En tant qu'entraîneur par intérim, Eguavoen avait convoqué le 25 décembre dernier son équipe de 28 hommes, qui comprend le capitaine et joueur le plus capé Ahmed Musa, Odion Ighalo et Victor Osimhen.

Avant de laisser la place à Peseiro, Eguavoen âgé de 56 ans, qui a été capitaine de l'équipe victorieuse de la CAN en 1994, visera à faire mieux que la troisième place obtenue lors de l'édition Egypte 2006 en tant qu'entraîneur du Nigéria. Les Super Eagles tenteront d'ajouter un quatrième diadème à leur musée de trophées.

Les Nigériens ont entamé leur préparation à Abuja, le 29 décembre. Ils affronteront pour leur premier match de la CAN, les Pharaons d'Egypte le 11 janvier au stade Roumde Adjia de Garoua.

CIO

Les menaces avant les sanctions

Fin d'année chargée sur le plan politique pour le CIO. Selon le Jerusalem Post, l'instance olympique a lancé un avertissement, par le biais d'un courrier très officiel, à deux pays ayant fait preuve au cours des derniers mois de discriminations à l'égard d'athlètes étrangers.

Le premier est la Malaisie. Le CIO lui reproche d'avoir refusé aux joueurs israéliens des visas pour disputer les Mondiaux masculins de squash, prévus le mois dernier à Kuala Lumpur. Cette décision des autorités malaisienne a conduit à l'annulation pure et simple de l'événement.

L'autre pays est la Serbie. Il lui est reproché la décision du gouvernement d'interdire le Kosovo de participer aux championnats du monde de boxe, organisés l'automne dernier à Belgrade. Dans les deux cas, le CIO invoque une infraction à la Charte olympique. L'instance basée à Lausanne menace même la Malaisie et la Serbie de ne plus pou-

voir organiser des rendez-vous majeurs du calendrier sportif international.

Dans le même temps, le site AroundtheRings révèle que le CIO a suspendu jusqu'à nouvel ordre les élections au Comité olympique vénézuélien (COV), prévues le 5 janvier 2022. En cause, un conflit ouvert entre l'instance olympique et le gouvernement, accusé par le COV d'ingérence dans le processus électoral.

Selon Eduardo Alvarez, le président du comité national olympique, le CIO a nommé une commission d'observation, appelée à superviser la préparation et la tenue des élections à venir. Deux candidats sont en lice pour le poste suprême : Eduardo Alvarez, le sortant, en quête d'un cinquième mandat, et Aracelys León, la présidente de la Fédération vénézuélienne de baseball. Elle est notamment soutenue par un ancien ministre des Sports, Pedro Infante, toujours élu au Parlement vénézuélien.



DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

Kpowbié Akaya parmi les 200 Africains de «*Choiseul 100 Africa*»

Eric J.

Un florilège de jeunes dirigeants africains sont de plus en plus au commandement d'importantes institutions et d'entreprises sur le continent. Le *Choiseul 100 Africa* qui est une étude annuelle inédite réalisée par l'Institut Choiseul identifie et classe chaque année les 200 jeunes dirigeants africains de 40 ans et moins, appelés à jouer un rôle important dans le développement de l'Afrique dans un avenir proche. Parmi eux, le Togolais Stéphane Kpowbié T. AKAYA, le nouveau secrétaire permanent pour le suivi des Politiques de réformes et des Programmes financiers au ministère de l'Economie et des Finances. «*Ils incarnent le dynamisme et le renouveau de tout un continent et portent les espoirs de toute une génération*», fait savoir l'institut Choiseul qui a fait appel à de nom-

breux experts et spécialistes du continent pour réaliser cette étude, menée sur plusieurs mois sur le choix de ces futurs (et déjà) Leader.

Stéphane Kpowbié T. AKAYA, ancien étudiant de l'Université de Lomé, a été aussi un pensionnaire de l'Institut Africain d'Administration et d'études commerciales (ILCI Paris). Il a été conseiller auprès du premier ministre, responsable de la cellule économique du Gouvernement du Togo (2016-21) avant de débarquer à son poste actuel où il est chargé de coordonner la mise en œuvre et le suivi des politiques de réforme ; de coordonner la mise en œuvre et le suivi des politiques et programmes financiers, notamment celles inscrites dans les conventions signées avec les institutions de Bretton Woods et les autres partenaires techniques et financiers.

Une autre tâche qui est con-

fiée à la structure dont il a la charge est : d'exploiter, d'analyser et de diffuser l'ensemble des données et informations nécessaires au suivi des politiques de réformes et des programmes financiers ; de préparer et de gérer les programmes économiques, financiers et d'appui budgétaire du Togo avec les institutions partenaires ; de contribuer à assurer la cohérence et la complémentarité des actions programmées dans le cadre des plans sectoriels ou régionaux avec la politique nationale de développement ; d'organiser et de coordonner, dans le cadre des différents appuis budgétaires, les négociations et les revues avec les partenaires techniques et financiers ; de coordonner la préparation et la mise en œuvre des documents référentiels de politique économique et de dialogue du gouvernement avec les partenaires techniques et finan-

ciers ; de suivre la mise en œuvre des réformes structurelles, en particulier celles relatives au respect des engagements internationaux du Togo.

A la tête de son équipe, Stéphane Kpowbié T. AKAYA veillera à ce que les réformes structurelles permettent d'améliorer effectivement les performances de l'économie nationale et d'inscrire le Togo sur la voie de l'émergence économique ; d'appuyer les ministères sectoriels dans la consommation des ressources financières pour l'atteinte des résultats définis dans le cadre des appuis budgétaires ; de coordonner, en liaison avec le groupe de coordination des partenaires techniques et financiers, la mise en œuvre de la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ; d'organiser et de suivre des missions d'appui au système de gestion des finances publiques tout en veillant à l'in-



Stéphane Kpowbié T. AKAYA

tégration ou à la bonne articulation des recommandations avec le plan d'actions pour l'amélioration de la gestion des finances publiques ainsi qu'à leur mise en œuvre ; de rechercher, en relation avec les structures compétentes, des financements nécessaires à la mise

en œuvre des actions entrant dans le cadre de la réforme ; de e rechercher, en relation avec les structures compétentes, des financements nécessaires à la mise en œuvre des actions entrant dans le cadre de la réforme.

COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

L'ARCEP à la recherche d'un outil de comparaison et de simulation de tarifs

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) cherche à recruter un cabinet qui va l'assister pour la conception, le développement et la mise en service d'un outil applicatif de comparaison et de simulation de tarifs des services de communications électroniques. Ce simulateur tarifaire est un outil en ligne (portail web) de comparaison tarifaire des services de communications électroniques (mobiles et Internet) disponibles à la vente sur le marché togolais. Le simulateur doit permettre aux consommateurs de visualiser les offres disponibles sur le marché et les tarifs y afférents par le biais d'une interface publique accessible gratuitement à partir d'ordinateurs, tablettes et/ou smartphones.

Le projet devra aboutir à la conception et au développement d'un simulateur tarifaire en ligne et hors ligne ; à la mise à disposition en téléchargement d'un client mobile (Android et iOS) du simulateur ; à la conception et mise en place d'une base de données sur les tarifs et plans tarifaires des services de communications électroniques des opérateurs mobiles et fournisseurs d'accès internet ; à la mise en place d'une plateforme de collecte et de présentation des données.

Le soumissionnaire, qui sera choisi après la fin du dépôt des offres technique et financière attendue au plus tard le vendredi 28 janvier 2022, aura à développer une application client/serveur (client léger et mobile) interfacée avec des

bases de données. Cet outil permettra au régulateur de mettre à jour les tarifs proposés par les opérateurs ; aux opérateurs, de saisir leurs tarifs et plans tarifaires soumis à l'ARCEP et de les tenir à jour à la fois dans la base de données du simulateur et sur leur site web, permettant d'assurer des liens entre les tarifs affichés sur le simulateur et les détails des plans tarifaires correspondants sur leur site web auxquels les consommateurs peuvent accéder par un clic sur le simulateur ; aux consommateurs, de consulter les tarifs proposés par les opérateurs, de simuler et de comparer en ligne et/ou hors ligne les offres tarifaires des différents opérateurs mobiles et fournisseurs d'accès internet, selon les critères définis ou par un modèle d'autoapprentissage inté-



Yaovi Michel Galley, Directeur Général de l'ARCEP

gré. Ceci nécessite d'avoir un moteur de simulation et de comparaison des plans tarifaires, un module de présentation d'interface web, une application mobile, une base de données tarifaires, un module de ranking, un module d'administration et un module de

reporting statistique. L'application sera modulable, notamment avec la possibilité d'intégrer de nouvelles fonctionnalités.

D'après l'ARCEP, l'acquisition d'un comparateur de prix/tarifs constitue un enjeu majeur dans la dynamisation de la con-

currence et s'inscrit dans la droite ligne de la vision de l'ARCEP qui a mis la régulation par les données au cœur de son dispositif. En effet, il s'agit de mettre à la disposition du consommateur, toutes les données qui lui permettent d'opérer ses choix. Comme, par exemple, les données relatives à la qualité de service. Au Togo, il existe une difficulté évidente, malgré l'énoncé des principes tarifaires par l'ARCEP, de décrypter et de comprendre les offres et tarifs des opérateurs de téléphonie mobile. En mettant à disposition toutes les données relatives aux prix, tarifs et offres, l'ambition est donc de dynamiser et de booster la concurrence et de bénéficier du meilleur rapport qualité/prix au bénéfice des utilisateurs.

VOEUX DE FAURE À LA NATION: Un discours "social",

(suite de la page 3)

dépôt des divergences.

Je resterai le garant intransigeant de l'exercice équilibré des droits, libertés et devoirs des citoyens, conformément aux dispositions de la constitution togolaise.

Mes chers compatriotes,

L'une des conséquences de la crise sanitaire qui perdure est l'augmentation généralisée des prix, ressentie depuis plusieurs mois dans le panier de la ménagère,

dans pratiquement tous les pays du monde.

En réponse à ce phénomène, le gouvernement a pris des mesures urgentes dès la rentrée scolaire, qui ont consisté à rendre gratuits les frais de scolarité dans l'enseignement secondaire et la prise en charge d'un mois de facture d'électricité pour les tranches sociales.

Par ailleurs, nous avons maintenu la subvention des prix, no-

tamment des engrais, du matériel agricole et du blé.

Le gouvernement a poursuivi la réduction des frais de raccordement à l'eau potable pour les ménages les plus vulnérables.

Malgré toutes ces mesures, je sais que vous continuez de ressentir les effets de cette hausse des prix.

C'est pourquoi après réflexion, j'ai instruit le gouvernement d'accorder aux fonctionnaires des sec-

teurs public et parapublic et aux retraités, dès la semaine prochaine, une avance d'un mois de salaire, qui sera remboursable par tranches mensuelles jusqu'en décembre 2022.

J'encourage le secteur privé à prendre des mesures similaires.

Dans le même temps, des actions vigoureuses de contrôle des prix seront renforcées et se multiplieront sur toute l'étendue du territoire.

Pour les départs à la retraite à partir de 2020, le paiement attendu des indemnités équivalant à trois mois de salaires sera effectué dès ce mois de janvier.

Mes chers compatriotes,

Sur la voie de notre marche commune, nous continuerons de faire appel aux valeurs inscrites dans le socle de nos traditions : l'assiduité et la persévérance dans l'effort, le courage et la résilience dans l'épreuve, la fraternité et la

solidarité en toutes circonstances.

En cultivant ces préceptes pour en récolter les fruits au service de notre nation et en transmettre l'essence aux générations suivantes, nous aurons valablement répondu à l'appel de la glorieuse destinée de la Terre de nos aïeux.

Puisse Le Tout-Puissant nous venir en aide.

Bonne et heureuse année 2022 à toutes et à tous.

Que Dieu bénisse le Togo

LUTTE CONTRE LES ARMES CHIMIQUES

L'ANIAC dresse un bilan de ses activités

Etonam Sossou

L'autorité Nationale pour l'interdiction des armes chimiques au Togo (ANIAC TOGO) a organisé un point de presse ce mercredi 29 décembre 2021 à Lomé. Une initiative qui vise à dresser le bilan de l'année 2021, informer les populations sur sa mission et ses activités et lancer les perspectives à venir. En terme de bilan, on note entre autres la mise en œuvre de l'axe stratégique de gestion de la mauvaise utilisation des armes chimiques, la formation et le renforcement de capacités de ses 13 membres issus de différents départements ministériels et de la présidence de la République, l'organisation de deux réu-

nions techniques impliquant les acteurs publics et privés sur le régime d'autorisation à l'importation et à l'exportation des produits chimiques au Togo, la formation et la sensibilisation des forces armées sur les dispositions de la Convention et son importance dans le contrôle et la gestion des produits chimiques toxiques, la formation et la sensibilisation des médias sur les différentes utilisations des produits chimiques en lien avec les dispositions de la convention et les visites de formation et de sensibilisation dans 5 unités industrielles sur les mesures de sûreté et de sécurité relatives à la manipulation, au stockage et à la gestion des produits chimiques. Une année 2021



plutôt encourageante selon Amah Hounlédé, président de l'ANIAC. « Le chantier est très vaste mais il faut commencer

quelque part. En rapport à la convention, nous comptons intensifier les sensibilisations pour une lutte collective con-

tre la prolifération des armes chimiques, restituer les mesures déjà prises et redynamiser les liens entre parties prenantes

dans le but de renforcer les capacités techniques et opérationnelles en matière de contrôle, de promotion et d'utilisation des produits chimiques. «Euvrons tous ensemble pour un monde débarrassé des armes chimiques», a-t-il indiqué.

La convention sur l'interdiction des armes chimiques (CIAC) entrée en vigueur le 29 avril 1997 est composée de 193 États dont le Togo qui a pris part à tout le processus d'adoption de ce traité international et ainsi, la mise en place de l'ANIAC le 04 novembre 2015 a placé le pays comme l'un des pionniers de la mise en œuvre de cette convention au plan national.

Initiative privée

Une solution au chômage et à l'immigration clandestine?

Etonam Sossou

Quand on est un jeune diplômé togolais, rester au pays est un choix exigeant. Il faut résister à la famille, aux amis, et faire son trou dans un environnement économique peu favorable. Fogan et Jérôme ont tenu bon.

Au marché de Totsi, quartier périphérique de Lomé, Fogan Gama s'active au milieu de ses clients. Longiligne, vêtu d'un jeans, le jeune homme, à peine âgé de trente ans, affiche un air de responsable. Derrière un congélateur bourré de viande de volaille, il note ses ventes sur un gros registre de comptabilité, après chaque coup d'œil sur la balance. Fogan, diplômé en marketing et en commerce international, est devenu distributeur de poulets et charcutier en 2007. Sur chaque poulet vendu, lui et son associé gagnent en moyenne 100 Fcfa. «Il nous arrive d'en écouler jusqu'à deux tonnes par mois», révèle le jeune manager, visiblement satisfait.

Ce travail, sa maman n'en voulait pourtant pas au départ. Dans sa famille, comme dans beaucoup d'autres au Togo, on trouve ce genre de métier quelque peu dégradant pour un intellectuel. Tout diplômé se doit en effet de travailler dans une administration et d'occuper un bureau feutré. Sinon mieux vaut aller en Europe ou aux Etats-Unis ! Fogan n'était pas de cet avis : «Je pense qu'on peut vivre décemment et gagner honnêtement sa vie en restant au

pays. Mais il faut savoir se battre!». Il fait aujourd'hui de bonnes affaires et ne manque pas de projets. Le jeune commerçant cotise tous les mois 50 000 F CFA dans une tontine de quartier. En juillet dernier, c'était son tour de rafler la mise. Un million de francs CFA qu'il a aussitôt investi dans l'achat de quatre congélateurs. De quoi faire face à une demande chaque jour croissante. Et aussi tenter de convaincre enfin une mère qui ne supporte toujours pas l'idée que son fils vende de la viande au lieu d'aller faire fortune ailleurs.

Arnaque et galère des émigrés.

Fogan Gama, qui a pas mal d'amis à l'étranger, connaît bien le revers de la médaille. «Certains m'ont proposé de les rejoindre. Seulement, leur séjour en Europe ou en Amérique n'est pas des plus agréables. Beaucoup d'entre eux ne sont pas en règle et sont quotidiennement traqués par la police de l'immigration». Des histoires de candidats à l'émigration arnaqués, il en a entendu des vertes et des pas mûres. La dernière en date, celle de son associé : en quête d'un visa pour l'Italie, il s'est fait plumer de 1,7 million de F CFA. Et un de ses amis a dû convaincre ses parents de vendre une de leurs maisons pour qu'il puisse enfin partir après s'être fait arnaquer trois fois de suite.

Pareilles mésaventures n'arriveront sans doute pas à Jérôme Agboka. Ce jeune ingénieur agroéconomiste, di-

plômé d'une grande école marocaine, a cru lui aussi aux vertus du retour au pays natal. En 2004, diplômé en poche, Jérôme, la trentaine entamée, a choisi de rentrer. Rien pourtant ne s'opposait à la prolongation de son séjour au royaume chérifien. Un cabinet d'études marocain l'avait même recruté. Issu d'une riche famille le jeune ingénieur a dû lui aussi résister aux pressions de celle-ci qui le poussait à rester au Maroc. Cinq ans plus tard, la mine joviale, derrière ses lunettes d'intello, Jérôme ne regrette rien, en dépit des difficultés qu'il a rencontrées pour s'installer. Le ton posé, il argumente : «J'estime que j'ai des compétences qui peuvent être valorisées dans mon pays».

Jérôme a beaucoup trimé. Bien ficelés, ses deux projets agro-alimentaires, l'un à 113 millions de F CFA et l'autre à 24 millions n'ont pas été retenus. Les structures de crédit auxquelles il s'était adressé, car ils les ont jugés trop coûteux. «Il existe une volonté déclarée de l'Etat en matière d'aide aux porteurs de petits projets, mais je crois qu'on doit commencer à soutenir les initiatives ambitieuses aux ... », peste le jeune homme, l'air dégoûté.

Il dit comprendre tous ces jeunes qui choisissent de partir, parfois à n'importe quel prix. «Ils sont attirés par l'appât du gain facile. Quand les émigrés viennent passer leurs vacances au Togo, ils reviennent avec assez d'argent et tout le monde pense qu'ils roulent sur l'or.

Leurs proches s'imaginent-ils seulement au prix de quelles privations et de quels sacrifices ?» Ayant déjà séjourné à l'étranger, Jérôme, lui, en a pris la pleine mesure.

Avec des amis, il cultive aujourd'hui dix hectares de céréales dans un village à Amoussoukopé sur la route de Kpalimé. Une heure de route complètement défoncée isole

le village. En 2014, les récoltes de Jérôme, les premières depuis son démarrage, n'ont pas été fameuses, à cause des intrants et des mini-crédits obtenus tardivement. Il ne baisse pas les bras pour autant. Il compte même diversifier ses cultures. Dans ce village où il a décidé de s'installer, le jeune agroéconomiste a réussi à acquérir d'autres parcelles, gé-

rées par un projet maintenant en veilleuse.

Comme Fogan et les autres jeunes qui ont tourné le dos à l'émigration, Jérôme reste optimiste. Aujourd'hui il vit une expérience unique et ne se dit pas perdant. Ni riche, ni pauvre, d'accord ! Mais heureux et conscient d'être finalement mieux ici qu'ailleurs.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1613 DE LOTO BENZ DU 15-12-2021

Chers amis parieurs, c'est avec joie que nous vous retrouvons pour procéder au tirage N°1613 de LOTO BENZ de ce mercredi 22 décembre 2021.

Lors du précédent tirage de LOTO BENZ, c'est à LOME et à TABLIGBO que des gagnants de gros lots ont été enregistrés. Dans les autres villes du pays, ce sont des lots intermédiaires, c'est-à-dire des lots d'un montant inférieur à 1.000.000F CFA qui ont fait le bonheur de nombreux parieurs sur toute l'étendue du territoire national.

Ainsi, dans la capitale, le point de vente 60722 a recensé, un lot de 1.125.000F CFA,

A TABLIGBO l'opérateur 80028 a enregistré un gagnant d'un lot de 1.000.000F CFA.

La remise des lots se fera à LOME au siège de la LONATO, et à l'intérieur du pays dans les agences régionales.

Avec la LONATO, jouez petit et gagnez gros.
BONNE CHANCE A TOUS !!!

LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1613 de LOTO BENZ du 29 décembre 2021

Numéro de base

64 49 33 44 70

SUR 20.000 LOGEMENTS SOCIAUX

Togblékopé et Kpomé pour les 3.000 logements décentes en 2022

Jean AFOLABI

En prenant toujours appui sur son Plan national de développement et sa feuille de route gouvernementale 2020-2025, à travers le ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de la réforme foncière, le gouvernement se donne la mission de construire vingt mille (20 000) logements à l'horizon 2025. Ce programme de construction de logements sera réalisé dans un cadre de partenariat public-privé. Va-t-on tenir parole ? L'heure des comptes va arriver. Et on a le cadre de performance du ministère – qui retrace les indicateurs des programmes, actions et leurs cibles – pour en



Echange des documents entre le Togo et Shelter Afrique

juger. Lequel cadre prévoit 3.000 logements en 2022, 6.000 en 2023, 6.000 en 2024. La dernière année (2025) devra donc consacrer les 5.000 logements restants. Au cabinet de Koffi Tsolenyanu, on dit tra-

vailer avec plusieurs promoteurs et institutions partenaires qui sont favorables à l'accompagner par leurs appuis techniques et financiers. Plusieurs sites ont fait l'objet de mémorandum d'entente et les tra-

voux de construction de villas témoins ont démarré sur certains, ajoute-t-on.

Pour les 3.000 logements, un partenariat a été établi entre la Société pour l'habitat et le logement territorial en Afrique (Shelter Afrique) et le Togo, en mars 2021. Avec ce partenariat, Shelter Afrique apportera son appui à travers le financement et la construction des 3.000 logements à coûts abordables. Le gouvernement togolais, lui, mettra à disposition le foncier sécurisé et se chargera d'aménager les voies d'accès ainsi que les voiries et réseaux divers externes. «Les sites retenus pour abriter la réalisation des 3 000

logements sont les sites de Togblékopé et de Kpomé, selon les nouvelles orientations stratégiques», fait savoir le ministère.

D'après la stratégie retenue par les deux parties, 1.500 logements seront d'abord construits et commercialisés. Et dans une seconde phase qui est subordonnée à l'atteinte des objectifs de la première phase, 1.500 logements supplémentaires s'y ajouteront. Tout ceci en un an ? N'embrasse-t-on pas trop ? Il n'est pas farfelu de rappeler que la commission des finances de l'Assemblée nationale a recommandé «aux ministères sectoriels, avec l'accompa-

gnement du ministère de l'économie et des finances, d'organiser en 2022 une revue globale de leur programme en accordant une attention particulière à la formulation des indicateurs afin d'améliorer davantage leur pertinence».

Il faut rappeler que, selon la Stratégie nationale du logement (2009), un logement décent est un logement d'un coût abordable répondant à des normes minimales de sécurité, d'occupation et de stabilité structurelle et temporelle, convenablement desservi par les infrastructures et, si possible, proche du lieu de travail et des équipements collectifs.

Des actions de bon cœur vers le Togo

La start-up brestoise Guinard a implanté une hydrolienne P 66

L'entreprise Guinard Énergies Nouvelles, implantée au Technopôle Brest Iroise, à Plouzané (une commune du département du Finistère, dans la région Bretagne, en France), vient de réaliser une nouvelle installation de son hydrolienne P 66 destinée à la production d'électricité dans les rivières et estuaires. C'est au Togo, à

Gbandidi, que la start-up brestoise a mis en place une hydrolienne P 66 d'une puissance de 3,5 kW. Celle-ci fournira, durant une partie de l'année, l'énergie nécessaire au village. À cette fin, un ensemble de panneaux photovoltaïques sont installés sur le toit protégeant les deux conteneurs de 20 pieds qui abritent les di-

vers instruments et les batteries à eau salée. Des prises de rechargement de portables ont également été prévues.

L'ensemble des travaux, réalisés avec l'aide de la population locale, a duré trois semaines. Les panneaux prendront la relève durant la saison sèche.

Source : le telegramme.fr

De jeunes infirmiers se mobilisent depuis Mallemort

Lorsque la Mallemortaise Chanelle Daval a évoqué son projet de mission humanitaire au Togo, Annelies Larreur a immédiatement répondu présente. Celle qui est originaire des Pays-Bas, Annelies Larreur, explique sa démarche pour cette noble cause : «J'avais vu une publication de Chanelle sur Instagram. À ce moment, je n'avais pas de boulot, et donc pas de revenus, et je me suis dit que je l'aiderai dès que possible. Entre-temps, j'ai commencé mon activité (la vente directe de produits de bien-être et de beauté, ndr) ; j'ai pensé pouvoir l'aider autrement, en faisant une vente et en lui offrant mes bénéfices. Après cette action, j'ai proposé à Chanelle de continuer elle-même, en s'inscrivant en tant que partenaire, et pouvoir ainsi réaliser des ventes de produits, continuer à récolter de l'argent pour son projet».

Concrètement, la volonté de Chanelle ainsi que de deux de ses camarades de l'école d'in-

firmière, Sacha Bourgue et Léa Artunedo, était de réaliser un stage humanitaire au Togo. Ce projet avait été validé par l'école, puis annulé au dernier moment à cause du Covid-19. «Nous ne voulions absolument pas laisser tomber et avons donc décidé de le reporter à cet été, cette fois pas comme stagiaire mais comme jeunes diplômés, à titre personnel», confie l'étudiante. Le stage était prévu de février à avril, il se transformera donc en mission humanitaire de mi-juillet à mi-août 2022.

Acheminer un maximum de matériel médical. Afin de finaliser au mieux ce projet modifié, les futurs infirmiers multiplient désormais les initiatives, les opportunités de récolte de fonds, comme avec Annelies. Chanelle, Sacha et Léa vont également vendre des crêpes dans les lycées ; ils ont aidé à confectionner des paquets cadeaux à la Fnac de Salon ; les idées ne manquent pas. «Nous n'avons pas de budget

défini, on part de toute façon. L'idée est de pouvoir acheminer un maximum de matériel médical, scolaire, pas trop lourd, ni trop encombrant. On peut aussi être amené à acheter du matériel directement sur place. Intermarché de Mallemort, la pharmacie de Pélissanne nous suivent, on relance un petit peu tout le monde. Le Lion's Club a aussi été contacté. On s'accroche, toujours aussi motivés, on va tout mettre en place pour aller jusqu'au bout de cette aventure», concluent Chanelle et Sacha, enthousiastes comme jamais dans cet élan de solidarité.

Enfin, pour ce qui est de la démarche d'Annelies, elle sera reconduite au mois de mai. Son initiative a déjà permis de reverser 250 euros en faveur de ce projet et un compte Leetchi a même été ouvert à cet effet : Voyage Humanitaire au Togo.

Source : laprovence.com

CONTRE LE TERRORISME

Comment la hiérarchie prend soin des troupes au front au Togo

Avec le terrorisme, une bataille perdue est très catastrophique pour nos Etats. Cette conviction du président Faure Gnassingbé, chef des armées, exprimée en novembre 2021 devant les éléments des Forces de défense et de sécurité déployés sur le terrain, explique toute la vigilance que veut maintenir l'Exécutif togolais dans la lutte contre le terrorisme. Aussi a-t-il promis de renforcer le dispositif en personnel et matériel, et revaloriser les conditions de vie et de travail.

La lutte contre le terrorisme, c'est aussi des moyens dans un cadre bien organisé pour éviter des situations fâcheuses. Du genre, les troupes manquent de munitions ou ont faim. On en a entendu au Burkina voisin. Au Togo, la hiérarchie militaire dit bien faire les choses. Et pour répondre aux députés, avant de faire passer le budget 2022 du ministère, c'est le chef d'état-major général, Maganawè Dadja, qui a représenté le ministre des armées. Sa réponse éclaire sur le dispositif mis en place. «Pouvoir aux besoins de nos forces en tout temps et en tout lieu, telle est la devise du commissariat des armées, structure chargée du



Faure Gnassingbé avec les Forces de défense et de sécurité, en novembre 2021

soutien de l'homme. Consistent qu'aucune guerre ne peut être gagnée sans la logistique, le ministère des armées a pris les dispositions nécessaires pour que le soutien de l'homme soit le levier essentiel pour la réussite des opérations. Pour ce faire, la direction centrale du commissariat des armées, chargée des questions relatives à l'administration des corps de troupe et unités formant corps, pourvoit aux besoins des forces dans les domaines des effets d'habillement, de matériels de campement, de couchage, d'ameublement et de subsistances. Aussi, les droits à l'alimentation sont mis à la disposition des forces en début du mois pour éviter tout dysfonctionnement dans la

prise en charge alimentaire des troupes. Pour s'assurer de la bonne utilisation de ces fonds, un contrôle sur pièce et sur place est régulièrement effectué par les services compétents de la direction centrale du commissariat des armées. Par ailleurs, un menu unifié est établi pour toutes les unités et le commissariat des armées veille à son respect lors des différents contrôles et vérifications. En sus de l'alimentation des troupes, une indemnité d'absence temporaire payable mensuellement à terme échu est attribuée aux militaires participant à des entraînements, manœuvres ou qui séjournent en zone opérationnelle».

One Radio Numéro 1 au Togo | www.oneradio.tg | (+228) 7021515 | contact@oneradio.tg